

**UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE ARDENNE**  
**Faculté des Sciences Economiques et de Gestion**

**3<sup>es</sup> journées d'études du LAME**

**Colloque**

*Les transformations du capitalisme contemporain : faits et théories.  
Etat des lieux et perspectives*

**31 mars, 1<sup>er</sup> et 2 avril 2004**

**Le cognitivisme, nouvelle société  
ou impasse théorique et politique ?**

**Jean-Marie Harribey**

*Actuel Marx*, « Marx et Foucault », n° 36, septembre 2004, p. 151-180<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> . La présente version complète légèrement le texte publié dans *Actuel Marx*, notamment sont ajoutés le § 2.4 et l'annexe.

## Résumé

Les transformations actuelles du capitalisme sur fond de révolution technique et de place grandissante de l'information et des connaissances remettent-elles en cause la loi de la valeur de Marx ? C'est la thèse du capitalisme cognitif. Nous essayons de montrer qu'il n'en est rien. D'une part, la valeur diminue au fur et à mesure que la productivité du travail progresse, ce qui est conforme à la loi de la valeur. D'autre part, la crise du capitalisme ne signifie pas que la source de la valeur se situe ailleurs que dans l'exploitation de la force de travail. Cette crise est la résultante de la dissociation entre richesse et valeur, ou encore de la contradiction entre la socialisation de la production de connaissances et son appropriation privée, comme Marx l'avait anticipé.

Mots-clés : Marx, travail, valeur, capitalisme, connaissance, crise

## Abstract :

### **Cognitive capitalism : new society or theoretical and political impasse ?**

According to the thesis of cognitive capitalism, the present transformations of capitalism based on technological revolution, information and knowledge call into question Marx's theory of value. We disagree with this theory. On the one hand, the value decreases as soon as work productivity increases, which is in agreement with the law of value. On the other, the crisis of capitalism does not mean that the origin of value does not lie in the exploitation of labour force. This crisis results from the dissociation between wealth and value, or again from the contradiction between the socialization of knowledge production and its private appropriation, as Marx anticipated so.

Keys-words : Marx, work, value, capitalism, knowledge, crisis

Les transformations qu'a connues le capitalisme à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et qu'il connaît au début du XXI<sup>e</sup> dessinent un nouveau régime d'accumulation à dominante financière. Il s'agit d'un mode de captation de la valeur entre les mains des groupes financiers les plus puissants et, derrière ceux-ci, de la classe sociale détentrice des droits de propriété. Centralisation et concentration du capital, renforcement du pouvoir des actionnaires et nouvelle gouvernance, externalisation et sous-traitance des segments les moins rentables en sont les principaux leviers financiers. Mais ces mutations dans la manière de gérer la finance n'aurait pas eu de retombées positives sur la rentabilité du capital si, dans le même temps, le mode de gestion de la force de travail n'avait été profondément bouleversé. Chômage et précarité, flexibilisation et intensification du travail, recul relatif des salaires par rapport à la productivité du travail furent autant d'instruments pour augmenter le taux d'exploitation de la force de travail dont l'illustration la plus connue est la détérioration constatée dans tous les pays de la part de la masse salariale dans la valeur ajoutée. C'est dans l'augmentation du taux de plus-value au sein de la sphère productive que réside la source de l'économie-casino caractéristique de la décennie 1990 qui vit une économie « nouvelle » si éphémère.

Parallèlement, le capitalisme suscite et intègre aussitôt une révolution des techniques d'information et de communication qui contribue à accélérer les transformations des outils et des méthodes de production, des produits et des rapports de forces entre travail et capital. Mais cette révolution technique ne serait elle-même rien sans l'intégration des connaissances comme facteur décisif de la création de richesses. Ainsi prend naissance et se développe un capitalisme que certains auteurs ont qualifié de « cognitif », prenant le relais de l'ancien capitalisme fordiste de l'industrie de masse d'après-guerre. L'évolution serait telle qu'elle conduirait progressivement soit, selon certains, à éliminer le travail vivant comme source de la valeur, soit, selon d'autres, à englober dans le travail vivant tout instant de la vie, et, de toute façon, nous obligerait à quitter le rivage de la loi marxienne de la valeur. Sur le plan théorique, la sortie du capitalisme industriel sonnerait le glas de la loi de la valeur-travail<sup>2</sup>. Et, sur le plan politique, la seule issue serait d'accompagner l'évolution de ce capitalisme – considérée comme résultant de l'évolution des techniques et des connaissances en dehors de tout rapport de forces puisque les classes disparaissent – qui promet à chaque travailleur la possibilité de « se produire soi-même », et simultanément, pour tous ceux que le système met quand même à l'écart, de s'avancer sur les voies du revenu d'existence en lieu et place d'un plein emploi désormais hors d'atteinte et surtout contraire à l'objectif d'émancipation.

Le but est ici d'examiner la validité de ces thèses en essayant de répondre à trois questions : 1) les mutations de la production et de l'accumulation capitalistes modifient-elles la source de la valeur ? 2) modifient-elles la nature des rapports sociaux ? 3) en quoi la valeur est un rapport social ? Aux deux premières questions, notre réponse sera négative. La troisième nous permettra de reconsidérer positivement la théorie de la valeur de Marx.

## **1. Les mutations de la production et de l'accumulation capitalistes modifient-elles la source de la valeur ?**

En quoi consiste le capitalisme cognitif selon les créateurs de ce concept ? C'est d'abord une « économie de l'immatériel », c'est-à-dire dans laquelle la connaissance devient

---

<sup>2</sup> . La théorie de la valeur-travail n'aurait eu de validité qu'au temps du capitalisme industriel pur. P. Dieuaide [2001, p. 20] écrit ainsi : « Le fordisme ou la théorie de la valeur-travail à son apogée ».

« principale force productive », écrit André Gorz<sup>3</sup>. Mais c'est plus que cela car se produit « une autonomisation de la sphère de la production de connaissances, en tant que sphère de d'accumulation capitaliste en soi » pour Antonella Corsani qui poursuit en disant : « Le capital ne soumet plus la science pour la rendre adéquate à sa logique d'accumulation, à ses lois de valorisation à travers le système de la fabrique et dans un processus de production de marchandises. Sa valorisation vise immédiatement, et de l'intérieur, la sphère de production de connaissances, le processus de production des connaissances par des connaissances. »<sup>4</sup>

Ainsi se réaliserait la prophétie de Marx : « Cependant, à mesure que se développe la grande industrie, la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail et du quantum de travail employé que de la puissance des agents mis en mouvement au cours du temps de travail, laquelle à son tour – leur *puissance efficace* – n'a elle-même aucun rapport avec le temps de travail immédiatement dépensé pour les produire, mais dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, autrement dit de l'application de cette science à la production. [...] Dans cette mutation ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de l'individu social, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. [...] Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être nécessairement sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. »<sup>5</sup>

Nous nous interrogeons ici sur le point de savoir si la conclusion tirée par les penseurs du capitalisme cognitif ne reposerait pas sur une suite d'erreurs, de confusions et sur un grave contresens au sujet de la citation de Marx ci-dessus.

### 1.1. Une erreur sur le concept de valeur

La plupart des auteurs théorisant le capitalisme cognitif passent alternativement du concept de valeur d'usage à celui de valeur d'échange en gommant la différence irréductible entre eux au risque de se tromper sur la nature de leur relation.

Ils ignorent ou oublient l'incommensurabilité de la valeur d'usage et de la valeur d'échange au point de les mettre en comparaison, ce qui est un pur non-sens. Ainsi A. Gorz, se référant à Jeremy Rifkin [2000], écrit-il : « La nouveauté, pour Rifkin, peut se résumer ainsi : la dimension immatérielle des produits l'emporte sur leur réalité matérielle ; leur valeur symbolique, esthétique ou sociale, sur leur valeur d'usage pratique et, bien entendu, sur leur valeur d'échange qu'elle gomme. »<sup>6</sup> Cette phrase comporte deux idées. L'une est banale car toute marchandise représente une valeur d'usage à la fois matérielle et symbolique, la nouveauté de la période étant que la seconde prend le pas sur la première. L'autre est fautive en ce sens que la valeur d'usage ne peut l'emporter sur la valeur d'échange puisqu'elles appartiennent à deux registres différents et incommensurables : le premier est pratique ou symbolique, le second est économique. Cela est un acquis de l'économie politique que précisément l'analyse économique libérale néo-classique moderne s'attache à nier furieusement. Il est curieux de la voir rejointe par les penseurs du capitalisme cognitif qui prétendent être sur une posture critique. D'autant plus que, par ailleurs, des réminiscences de l'économie politique surgissent ici et là : « la valeur d'usage [...] n'est pas mesurable »<sup>7</sup>. Réminiscences contrebalancées par : « Le lien entre « plus » et « mieux », entre « valeur » au

<sup>3</sup> . A. Gorz [2003, p. 13]. Voir aussi C. Azaïs, A. Corsani, P. Dieuaide (sous la dir. de) [2000].

<sup>4</sup> . A. Corsani [2003, p. 57].

<sup>5</sup> . K. Marx [1980, tome II, p. 192-193].

<sup>6</sup> . A. Gorz [2003, p. 49, souligné par nous]. La même idée est reprise p. 63.

<sup>7</sup> . A. Gorz [2003, p. 94]. L'auteur avait cité auparavant Enzo Rullani qui rappelait la même chose [p. 75].

(sens économique) et « richesse » se rompt »<sup>8</sup>. S'il est sûr que le lien qualitatif se rompt, il ne faut pas y chercher une rupture d'un lien quantitatif qui n'a jamais existé.

La confusion entourant les concepts de valeur d'usage et de valeur d'échange aboutit à utiliser la notion de « valeur intrinsèque » qui est renvoyée à juste titre « en dehors de l'économie »<sup>9</sup> pour désigner simplement ce qui est valeur d'usage sans valeur d'échange. La contradiction éclate lorsqu'il est question de verser un revenu d'existence – donc obligatoirement prélevé sur la sphère productive monétaire – pour pouvoir participer à l'échange de « richesses non monnayables ayant une valeur intrinsèque »<sup>10</sup>. Le revenu d'existence aurait donc pour but de restreindre la sphère productive alors qu'il serait prélevé sur celle-ci. Cette contradiction nous paraît irréductible.

La notion de valeur intrinsèque est largement utilisée par les économistes néo-classiques de l'environnement pour justifier la marchandisation des éléments naturels. Elle comporte donc un effet pervers que les théoriciens du capitalisme cognitif n'évitent pas. Par ailleurs, les richesses non monétaires comme la santé, la nature sont assimilées à des « externalités »<sup>11</sup>, alors que cette notion a été inventée par les économistes néo-classiques pour désigner les effets non marchands du marché qu'ils veulent à tout prix internaliser. Les richesses non monétaires sont vraiment « indispensables au système de production de marchandises, mais que celui-ci est incapable de produire selon sa logique et ses méthodes propres », comme le dit A. Gorz<sup>12</sup>. En revanche, les externalités sont, elles, engendrées par le système productif sans que celui-ci soit capable de les « évaluer ».

Alors que Marx n'a cessé de répéter la différence entre richesse et valeur et que le travail n'était pas la seule source de richesse<sup>13</sup> mais qu'il était la seule source de valeur, les théoriciens du cognitivisme confondent souvent les deux idées et, pire, mettent cette confusion sous la plume de Marx : « Ainsi, par-delà la critique radicale du concept de travail et de l'économie politique de Smith, l'analyse marxienne s'inscrit-elle de fait à l'intérieur du chemin tracé par Adam Smith, qui fait de la fabrique et du travail divisé le fondement de la production de richesse et de valeur. [...] La fin du capitalisme est vue ici comme une crise de la loi de la valeur, car, avec le développement des forces productives impulsé par la technologie capitaliste, la création de richesse ne repose plus sur le temps de travail mais dépend du niveau atteint par la science et la technologie. [...] C'est donc le capital, sa logique d'accumulation, qui impulse, comme on l'a vu précédemment, le processus d'accumulation des connaissances et fait que le travail n'est plus la source de la valeur, et que le temps de travail cesse d'être sa mesure ; par conséquent la valeur d'échange cesse d'être la mesure de la valeur d'usage. [...] Autrement dit, face à l'émergence de la connaissance, la théorie marxienne de la valeur ne tient plus. »<sup>14</sup> Nous examinerons plus loin en quoi la dégénérescence de la valeur ne signifie pas la dégénérescence de la loi de la valeur. Rappelons pour l'instant que Ricardo écrivit : « La valeur diffère donc essentiellement de la richesse, car elle ne dépend pas de l'abondance, mais de la difficulté ou de la facilité de production. Le travail d'un million d'hommes dans les manufactures produira toujours la même valeur, mais pas la même richesse. »<sup>15</sup> On ne peut donc que rester surpris de lire que : « L'économie politique, qui s'affranchit de la philosophie pour se constituer en tant que discipline à part entière à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, se veut science de la richesse. Elle va

<sup>8</sup> . A. Gorz [2003, p. 85].

<sup>9</sup> . A. Gorz [2003, p. 75]. Voir aussi p. 34.

<sup>10</sup> . A. Gorz [2003, p. 31]. Voir aussi p. 101.

<sup>11</sup> . A. Gorz [2003, p. 78].

<sup>12</sup> . A. Gorz [2003, p. 78].

<sup>13</sup> . « Le travail n'est donc pas l'unique source des valeurs d'usage qu'il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère, comme le dit William Petty. » K. Marx [1965, p. 571].

<sup>14</sup> . A. Corsani [2003, p. 64-65].

<sup>15</sup> . D. Ricardo [1992, p. 289].

chercher l'origine de la richesse, de la valeur, à l'intérieur du système de la fabrique et à partir du travail qui est spécifique à ce système. »<sup>16</sup>

## 1.2. Une confusion entre valeur et conditions de la valeur

Lorsque Marx définit le concept de mode de production, la base matérielle de celui-ci est constituée des forces productives et des rapports de sociaux de production dans lesquelles les premières sont mises en œuvre. Une relation dialectique unit ces deux niveaux mais qui n'autorise pas à les assimiler. Dans un univers conceptuel différent mais dont la portée critique est loin d'être mineure, John Maynard Keynes fait en quelques lignes de la *Théorie générale* la distinction entre valeur et conditions de la valeur dont il conclut que le travail est, au sens propre du terme, le seul facteur de production. « Au lieu de dire du capital qu'il est *productif* il vaut beaucoup mieux en dire qu'il fournit au cours de son existence un rendement supérieur à son coût originel. [...] Nos préférences vont par conséquent à la doctrine pré classique que c'est le *travail* qui *produit* toute chose, avec l'aide de l'art comme on disait autrefois ou de la technique comme on dit maintenant, avec l'aide des ressources naturelles, qui sont libres ou grevées d'une rente selon qu'elles sont abondantes ou rares, avec l'aide enfin des résultats du travail passé incorporés dans des biens capitaux, qui eux aussi rapportent un prix variable suivant leur rareté ou leur abondance. Il est préférable de considérer le travail, y compris bien entendu les services personnels de l'entrepreneur et de ses assistants comme le seul facteur de production ; la technique, les ressources naturelles, l'équipement et la demande effective constituent le cadre déterminé où ce facteur opère. »<sup>17</sup>

Ces distinctions conceptuelles semblent méconnues par les théoriciens du capitalisme cognitif. Quand Yann Moulier Boutang écrit que « l'activité gratuite en amont et en aval de ce qui est considéré par l'économie politique (toutes écoles confondues) comme le seul travail méritant rémunération, est la source principale de valeur »<sup>18</sup>, ne commet-il pas deux erreurs ? D'abord, l'économie politique n'a jamais dit que la force de travail marchande était la seule force de travail méritant rémunération, mais qu'elle était la seule force de travail engendrant de la valeur monétaire et donc engendrant du revenu. Ensuite, l'activité gratuite en amont et en aval de la production monétaire représente le « cadre » de la valeur dont parle Keynes. Carlo Vercellone est sans doute victime de la même illusion en écrivant : « Ces métamorphoses font que la source de la "richesse des nations" se déplace aujourd'hui de plus en plus en amont de l'activité des entreprises. C'est de plus en plus en amont de la sphère du "travail salarié et de l'univers marchand", dans la société, et notamment dans le système de formation et de recherche que se trouve la clé de la productivité et du développement de la richesse sociale. »<sup>19</sup> René Passet, quant à lui, se réfère à l'OCDE pour tenter de corroborer les mêmes thèses : « Au-delà du "juste à temps" le constat est généralisable. "La productivité, dit Pierre Veltz, directeur de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, tient désormais surtout à la qualité des interfaces entre les acteurs qui interviennent dans les processus productifs." L'OCDE elle-même souligne le phénomène : "Plus l'importance de la technologie est grande dans les économie, plus les entreprises doivent habituellement pouvoir compter sur un "environnement" propice à l'innovation technologique [...], les avantages comparatifs liés à la technologie sont non seulement propres à l'entreprise mais sont aussi fortement tributaires de facteurs extérieurs à l'entreprise. " »<sup>20</sup> On l'a compris, l'« environnement » de l'OCDE est exactement le « cadre » de Keynes mais la pertinence de l'OCDE est loin d'atteindre celle de l'économiste anglais.

<sup>16</sup> . A. Corsani [2003, p. 59].

<sup>17</sup> . J.M. Keynes [1969, p. 223].

<sup>18</sup> . Y. Moulier Boutang [2001-a, p. 24], cité par A. Gorz [2003, p. 74].

<sup>19</sup> . C. Vercellone [2003, p. 260].

<sup>20</sup> . R. Passet [2003, p. 324].

On peut adresser les mêmes remarques à A. Corsani quand elle écrit : « Ce ne sont donc pas le capitalisme industriel et ses fabriques, et encore moins le travail divisé, qui sont la force du changement, la source de la valeur, mais bien les "fortes volontés, les esprits vigoureux" libérés des contraintes propres au système féodal. Dans l'analyse de Schumpeter, ces esprits sont ceux que recèle la figure clé, celle de l'entrepreneur, produit de la bourgeoisie. [...] Le point qui me semble vraiment essentiel c'est le fait qu'en reconnaissant dans l'innovation la seule source de valeur, Schumpeter soit amené à sortir des schémas méthodologiques sur lesquels s'est fondée toute l'économie politique et pose le problème d'une théorie de la production créatrice qui ne peut avoir lieu qu'en dehors de la fabrique et de sa logique homogénéisante. »<sup>21</sup> Hélas, avec sa théorie du profit, Schumpeter se situe bien en deçà de Keynes.

Patrick Dieuaide retrouve la notion de cadre de la valeur de Keynes mais sans en mesurer la portée : « Comme expression d'une nouvelle norme d'ajustement, le changement organisationnel porterait avec lui les conditions d'une nouvelle fonctionnalité du capital productif, source de "création de valeur". [...] La valeur "nouvellement créée" serait le fait non pas d'une rationalisation du temps de travail immédiat et parcellisé (comme temps dépensé en énergie physique ou intellectuelle) mais de gains de temps portés par le mode d'organisation des entreprises et, plus particulièrement, par le surplus de productivité globale dégagé de l'action combinée de l'accumulation de capital fixe (de plus en plus immatériel) et de la collectivité des travailleurs considérée comme telle. La "création de valeur" serait le fait de conditions techniques et sociales particulières qui réduisent les temps de production et de circulation des marchandises selon deux modalités principales : par la coopération des travailleurs entre eux pour concevoir et organiser leurs propres activités ; par l'inclusion des moments et des conditions de la circulation dans les engagements de production des entreprises. Ces conditions sont d'une grande portée du point de vue de la dynamique du capitalisme. »<sup>22</sup> P. Dieuaide ne voit pas que les conditions énumérées augmentent la productivité du travail, c'est-à-dire, de manière tautologique, diminuent la valeur.

### 1.3. Une confusion entre valeur et loi de la valeur

La démarche des théoriciens du cognitivisme ne partirait-elle pas d'une mauvaise interprétation du texte de Marx ci-dessus ? Marx parle de la distanciation de plus en plus grande entre le travail vivant et les richesses créées, c'est-à-dire le travail et les valeurs d'usage, mais jamais il ne parle de distanciation entre travail et valeur. Au contraire, au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail et de la disparition du travail vivant – et pour Marx il s'agit d'une « proposition tautologique »<sup>23</sup> – la valeur d'échange disparaît elle aussi, ce qui est, jusqu'au bout, conforme à la loi de la valeur. A. Gorz a raison de faire remarquer<sup>24</sup> qu'il arrive à Marx de parler indifféremment de richesse et de valeur, notamment quand celui-ci dit : « Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse d'être nécessairement sa mesure... » Sans doute Marx a-t-il en tête la contradiction du capital : « Il contribue ainsi, malgré lui, activement à la création des moyens du temps social disponible, tendant à réduire le temps de travail nécessaire pour la société tout entière à un minimum décroissant et à libérer ainsi le temps de tous aux fins de leur propre développement. Mais sa tendance est toujours de créer d'un côté du temps disponible, et, d'un autre côté, de le convertir en surtravail. S'il réussit trop bien dans la première entreprise, il souffre alors de surproduction et le travail nécessaire se trouve interrompu faute de ce que du surtravail puisse être valorisé par le capital. Plus cette

<sup>21</sup> . A. Corsani [2003, p. 68-70].

<sup>22</sup> . P. Dieuaide [2003, p. 237].

<sup>23</sup> . K. Marx [1980, tome II, p. 322].

<sup>24</sup> . A. Gorz [2003, p. 75].

contradiction se développe, plus il s'avère que la croissance des forces productives ne peut plus être enchaînée à l'appropriation de surtravail d'autrui, mais qu'il faut que ce soit la masse ouvrière elle-même qui s'approprie son surtravail. Lorsqu'elle a fait cela – et que, par là, le temps disponible cesse d'avoir une existence contradictoire –, alors, d'un côté, le temps de travail nécessaire aura sa mesure dans les besoins de l'individu social, d'un autre côté, le développement de la force productive sociale croîtra si rapidement que, bien que la production soit désormais calculée pour la richesse de tous, le temps disponible de tous s'accroîtra. Car la richesse réelle est la force productive développée de tous les individus. Ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse. »<sup>25</sup> A l'encontre des théoriciens du cognitivisme, on peut dire que, pour Marx, c'est la dissociation entre valeur et richesse qui est au cœur de la contradiction du capital dont il avait bien vu les potentialités d'évolution : « Il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui est affecté. »<sup>26</sup>

Le développement des forces productives conduit à l'exclusion progressive du travail vivant du processus de production, ce qui a pour conséquence d'augmenter la productivité du travail et donc d'abaisser les coûts de production et, à long terme, la valeur des marchandises, évolution que renforce l'incorporation de connaissances de plus en plus grandes<sup>27</sup>. Cette exclusion ne constitue pas une négation de la loi de la valeur en tant que tendance, mais en est la stricte application. On peut même observer qu'à l'époque de la tertiarisation de l'économie, dans laquelle l'introduction de la connaissance joue un rôle important, les gains de productivité du travail se révèlent inférieurs à ce qu'ils étaient au temps de la primauté de l'industrie. Preuve supplémentaire s'il en était besoin de la nécessité de distinguer accroissement de richesse et accroissement de valeur.

Contrairement aux affirmations les plus fréquentes, la loi de la valeur n'est pas « caduque »<sup>28</sup> dans le champ de l'économie ; elle n'a jamais été aussi valide. Mais, d'une part, elle n'a pas et n'a jamais eu de validité en dehors de ce champ. L'« au-delà » de la loi de la valeur dont parle A. Gorz<sup>29</sup> n'a de sens que dans la reconquête de champs dans lesquels elle ne gouvernerait pas, mais dire que « (l'évolution présente) exige une autre économie dans laquelle les prix ne refléteraient plus le coût immédiat du travail, de plus en plus marginal, contenu dans les produits et les moyens du travail »<sup>30</sup> est proprement dénué de signification. D'autre part, il faut distinguer le fait de « l'écroulement de la production reposant sur la

<sup>25</sup> . K. Marx [1980, tome II, p. 196].

<sup>26</sup> . K. Marx [1980, tome II, p. 194]. Jacques Bidet [1999, p. 462] pousse la critique plus loin en soutenant que le passage des *Grundrisse* cité plus haut [K. Marx, 1980, p. 192-193] est « en-deçà de Marx » car celui-ci n'aurait pas été encore, à l'époque de la rédaction de ce texte, en possession de sa théorie de la valeur. L'emploi de « richesse » pour « valeur » serait donc dû à une imprécision conceptuelle à ce stade de la réflexion de Marx. Si tel est le cas, cela renforce notre conviction que les penseurs du cognitivisme se trompent encore plus lourdement.

<sup>27</sup> . Ce point est d'ailleurs confirmé par A. Gorz [2003, p. 47]. Ce qui est curieux, c'est qu'il en tire la conclusion de l'obsolescence de la loi de la valeur. Il affirme – et là-dessus nous sommes d'accord avec lui – qu'au fur et à mesure que les coûts unitaires de production et de reproduction s'amenuisent, la valeur tend vers zéro et qu'on s'achemine vers la possibilité de la gratuité, et, simultanément, il ne voit pas qu'il s'agit tout simplement de l'application de la règle de l'amortissement s'intégrant tout à fait à l'intérieur de la loi de la valeur, la seule nouveauté étant que l'amortissement ne s'applique plus uniquement au travail mort contenu dans les équipements mais au travail de production et de transmission des connaissances qui peut être réparti dans un nombre quasi infini de produits finals.

<sup>28</sup> . A. Gorz [1997, p. 148]. Voir aussi D. Leredde [1997, p. 147-160].

<sup>29</sup> . A. Gorz [1997, p. 145].

<sup>30</sup> . A. Gorz [1997, p. 148].

valeur d'échange »<sup>31</sup> au fur et à mesure que l'automatisation progresse, ainsi que le note à juste titre Marx, et une modification, tout à fait imaginaire, du fonctionnement interne de la loi de la valeur reposant sur la quantité de travail social. D'ailleurs, lorsqu'il évoque la société future débarrassée du capital, Marx n'élimine pas du tout la relation entre travail et valeur : « Après l'abolition du mode de production capitaliste, le caractère social de la production étant maintenu, la détermination de la valeur prévaudra en ce sens qu'il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la répartition du travail social entre les divers groupes de production et, enfin, de tenir la comptabilité de tout cela. »<sup>32</sup>

Nous soutenons donc l'idée, contre beaucoup d'interprétations actuelles, que l'accumulation du capital entraîne une tendance à la dégénérescence de la valeur mais non une tendance à une dégénérescence de la *loi* de la valeur, c'est-à-dire non une dégénérescence du critère du travail social à l'intérieur de la loi. Le critère (le travail social) et la quantité (de travail social) doivent être pour cela absolument distingués. Sinon, puisque la loi de la valeur est l'expression d'un rapport social, de la disparition de la première ne pourrait résulter en effet que la disparition du second.

## **2. Les mutations de la production et de l'accumulation capitalistes modifient-elles la nature des rapports sociaux ?**

La question étant particulièrement vaste et complexe, on se limitera à soulever trois problèmes liés à la thèse du capitalisme cognitif. D'abord, quel crédit accorder à la notion de « travail immatériel » ? Ensuite, le détachement du savoir de l'homme ne conduit-il pas à une fétichisation de ce savoir ? Enfin, la thèse du capitalisme cognitif ne court-elle pas le risque de renforcer la fétichisation du capital et de la finance ?

### **2.1. Le travail est toujours matériel**

Le livre *Empire* de Michael Hardt et Antonio Negri [2000], dont l'audience grandit dans une partie de la grande famille anti/alter-mondialiste, donne une théorisation des transformations du travail entraînées par le passage à une « économie informationnelle »<sup>33</sup>. Il ne s'agit pas seulement selon les auteurs du passage du fordisme au toyotisme qui inverse la « structure de communication entre production et consommation »<sup>34</sup> car « le secteur des services de l'économie offre un modèle plus riche de communication productrice »<sup>35</sup>. La raison en est l'émergence et la prédominance du « travail immatériel », défini comme « un travail qui produit un bien non matériel tel que service, produit culturel, connaissance ou communication »<sup>36</sup>. L'intérêt de ce livre est d'essayer de penser une théorie à la hauteur des transformations du capitalisme contemporain. En particulier, il montre bien l'élargissement progressif du travail productif à des catégories de plus en plus larges d'activités soumises à l'emprise du capital. Celui-ci poursuit le processus de socialisation du processus de production et donne son plein sens au concept de « travailleur collectif » de Marx. Et le bouleversement apporté par les techniques d'information et de communication permet au capitalisme de happer le temps de vie du travailleur, non seulement durant son temps de travail, mais aussi hors de ce dernier. Autrement dit, la « subsomption réelle » du travail au

<sup>31</sup> . K. Marx [1980, tome II, p. 193].

<sup>32</sup> . K. Marx [1968, tome II, p. 1457].

<sup>33</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 354].

<sup>34</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 354].

<sup>35</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 355].

<sup>36</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 355]. Pour définir le travail immatériel, Hardt et Negri se réfèrent à Maurizio Lazzarato et à Robert Reich.

capital analysée par Marx franchit une étape supplémentaire puisque la reproduction du capital exige la domination de toute la forme sociale.

Cependant, en repoussant à l'infini la frontière entre travail productif et travail improductif de capital, M. Hardt et A. Negri assimilent toute forme d'exploitation et, plus largement, de domination à une production de plus-value et de valeur pour le capital.<sup>37</sup> Cela revient à nier la différence entre production de valeurs d'usage et production de valeur pour le capital, et, plus généralement, cela conduit à assimiler tout signe de vie, biologique, mental, affectif, etc., à une production de capital par le canal de la production de soi. Dit dans des termes classiques, la reproduction de la force de travail serait déjà production de capital.

Ce point nous paraît extrêmement contestable pour plusieurs raisons qui tiennent au glissement opéré au sujet du travail. Premièrement, la notion de travail immatériel désigne alternativement l'activité et le résultat de celle-ci ; c'est incohérent. Deuxièmement, le travail concret est un geste, un acte, qui est toujours matériel, c'est-à-dire une dépense d'énergie et de temps, une fatigue, un stress, et le fait qu'il soit à prédominance manuelle, intellectuelle ou relationnelle n'y change rien. Troisièmement, la définition donnée du travail immatériel est d'un piètre secours pour caractériser par exemple le service de coiffure où le produit est immatériel mais le travail est essentiellement manuel, ou bien encore les services aux personnes où le travail est à la fois manuel et relationnel, et surtout le travail des nombreux techniciens de l'informatique dont la dépense d'énergie et le stress sont tout ce qu'il y a de plus matériel en étant pourtant occasionnés par une tâche essentiellement intellectuelle. Les auteurs considèrent à tort comme synonymes « travail immatériel », « force de travail intellectuelle », « intelligence générale »<sup>38</sup>. On pourrait croire que l'expression de « travail immatériel » est un raccourci commode pour désigner le travail dont le produit est immatériel. Il n'en est rien car les différents auteurs sont là-dessus clairs : le travail immatériel se situe selon eux bien en amont du travail de fabrication proprement dit, lui-même « envoyé à la périphérie du procès de production ou [...] carrément externalisé »<sup>39</sup>.

Cette notion de travail immatériel est d'autant plus surprenante chez M. Hardt et A. Negri qu'elle revient à nier la catégorie marxienne d'abstraction du travail à laquelle les deux auteurs se réfèrent pourtant, abstraction renforcée selon eux par l'automatisation et l'informatisation : « Ce travail abstrait est une activité sans lieu, mais qui est toutefois très puissante. C'est l'ensemble coopérant de cerveaux et de bras, d'esprits et de corps ; c'est la diffusion sociale du travail vivant, à la fois non-appartenante et créatrice ; c'est le désir et l'effort de la multitude des travailleurs adaptables et mobiles ; et c'est, dans le même temps, l'énergie intellectuelle et la construction linguistique et communicatrice de la multitude des travailleurs intellectuels et affectifs. »<sup>40</sup> Plus loin : « Par le biais de l'informatisation de la production, le travail tend donc vers la position d'un travail abstrait. »<sup>41</sup> Ne s'agit-il pas là d'un contresens sur le travail abstrait ? Pour Marx, le travail n'est pas rendu abstrait par le degré croissant d'immatérialité de la production. Il l'est par le fait que le marché valide une fraction du travail social à travers la vente de la marchandise et fait oublier ainsi les caractères particuliers des travaux singuliers effectués par les producteurs. C'est la définition même de la loi de la valeur. Et le travail des ouvriers produisant des automobiles n'est pas moins rendu abstrait que le travail « informationnel » des techniciens de l'informatique lors de la vente des

<sup>37</sup> . Dans une autre contribution, nous avons suggéré une définition du travail productif de valeurs d'usage par les travailleurs des services non marchands mais qui se distingue du travail productif de valeur pour le capital : voir J.M. Harribey [2003].

<sup>38</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 55]. Cette confusion rappelle étrangement celles auxquelles les économistes libéraux nous ont habitués : confusions entre travail et force de travail, entre valeur du produit du travail et valeur de la force de travail.

<sup>39</sup> . A. Gorz [2003, p. 17].

<sup>40</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 262].

<sup>41</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 357].

produits sur le marché capitaliste. Le travail est donc abstrait non par le caractère technique de la production mais par son caractère social.

Dans son dernier ouvrage, A. Gorz utilise lui aussi la notion de travail immatériel pour désigner la « fourniture de services » et en faire le « cœur de la création de valeur »<sup>42</sup>. D'une part, la distinction entre l'activité et son résultat n'est là non plus pas faite. D'autre part, la théorie de la valeur de Marx a rompu sur un point avec celle de Ricardo en abandonnant la référence au travail concret, de laquelle la notion de travail immatériel risquerait au contraire de nous rapprocher.

A partir du moment où l'abstraction du travail – qui est un processus conduit par le capitalisme comme vecteur de la marchandise et de la valorisation du capital – laisse la place dans l'appareillage conceptuel de M. Hardt, A. Negri et A. Gorz à un travail de nouveau habillé de ses particularités concrètes, ici une soi-disant immatériauté, il y a peu de chances pour que la réalité des transformations soit perçue dans tous leurs aspects et leurs contradictions. A ce sujet, Michel Husson fait justement remarquer le dualisme de l'emploi contemporain : « d'un côté, les effectifs des "travailleurs cognitifs" croissent très rapidement, mais la masse des emplois créés se retrouvent dans des emplois peu qualifiés du commerce et des services aux personnes »<sup>43</sup>. Cet aspect est d'ailleurs reconnu par M. Hardt et A. Negri mais il passe au second plan alors que la mondialisation du capital implique pourtant la soumission d'un nombre croissant de travailleurs à des tâches répétitives et qu'environ la moitié de la population active mondiale travaille encore dans l'agriculture et constitue une immense « armée de réserve ».

Il y a au moins une continuité sinon une cohérence dans les thèses de l'« Empire » et du capitalisme cognitif : au départ est l'évanescence de la loi de la valeur dont découlent la dilution des rapports sociaux et donc celle des classes ; il ne reste plus qu'à théoriser la « multitude », faite d'un ensemble de singularités, appelée à remplacer la classe ouvrière, qui n'aurait eu de réalité que pendant la phase du capitalisme industriel pré-fordiste et fordiste, en tant que sujet actif de l'histoire.<sup>44</sup> Curieusement, M. Hardt et A. Negri font comme s'il y avait encore un théoricien marxiste ou sociologue critique qui identifiait aujourd'hui le prolétariat à la seule catégorie des ouvriers. Et la définition qu'ils donnent du prolétariat est juste mais n'a plus rien d'original : « En termes conceptuels, nous entendons *prolétariat* comme une vaste catégorie incluant tous ceux dont le travail est directement ou indirectement exploité par les normes capitalistes de production et de reproduction auxquelles il est assujéti. »<sup>45</sup> Ils précisent : « Le concept de "prolétariat" ne se réfère pas simplement à la classe ouvrière industrielle, mais à toutes celles qui sont subordonnées au capital, exploitées par lui et qui produisent sous sa férule. Dans cette perspective, donc, le capital mondialisant toujours davantage ses relations de production, toutes les formes de travail tendent à se prolétarianiser. »<sup>46</sup> Et ils concluent : « La classe ouvrière industrielle n'a représenté qu'un moment *partiel* dans l'histoire du prolétariat et de ses révolutions, au cours de la période où le capital était en mesure de réduire la valeur à la mesure. »<sup>47</sup> Comme si quelque chose d'autre que la mesure intéressait le capital pour s'accumuler ! Comme si la valeur avait un autre sens pour le capital que celle qui peut se mesurer et l'agrandir ! M. Hardt et A. Negri sont victimes de l'ambivalence du terme « valeur » appartenant au registre de l'économie – et donc ici du

<sup>42</sup> . A. Gorz [2003, p. 17].

<sup>43</sup> . M. Husson [2003].

<sup>44</sup> . Comme l'écrit avec ironie Daniel Bensaïd (2003, p. 81) : « Les métamorphoses historiques semblent alors procéder d'un double déterminisme : technologique (les effets des nouvelles technologies sur le contenu et l'organisation du travail) et sociologique (l'irrésistible poussée de la multitude en marche vers son fabuleux destin). »

<sup>45</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 83].

<sup>46</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 315].

<sup>47</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 483].

capital – et aussi à celui de la philosophie, de la politique et de l'éthique quand on parle *des* « valeurs ». Nous voilà donc ramenés au cœur de la théorie du cognitivisme : le temps de travail ne mesure plus la valeur ; plus encore, pour certains<sup>48</sup>, la loi de la valeur s'évanouit. Nous sommes au cœur de la contradiction de cette théorie : parce que les logiciels ont une valeur qui tend vers zéro, ce qui est l'application stricte de l'esprit et la lettre de la loi de la valeur, la loi de la valeur ne fonctionnerait plus ! Bien au contraire, la logique du capitalisme, en poussant le fonctionnement de la loi de la valeur jusqu'à son point ultime, bute sur une difficulté insurmontable : il n'y a plus de valeur appropriable. A ce point, répétons-le : la valeur disparaît mais point la loi de la valeur, sauf à l'infini quand, alors, elle sera devenue totalement sans objet.

Toute apparence de cohérence se dissipe donc quand les théoriciens du cognitivisme mettent bout à bout la disparition de la loi de la valeur et l'omniprésence du travail. La loi de la valeur disparaîtrait mais tout deviendrait travail et donc création de valeur. Le capitalisme serait en crise mais il aurait devant lui un potentiel de valorisation infini. La valeur ne serait plus mais elle serait partout : « toutes les formes de pauvreté sont devenues productives »<sup>49</sup> écrivent M. Hardt et A. Negri dans un passage au souffle puissant. Mais de quoi s'agit-il, de quelle valeur parlent-ils ? Veulent-ils entendre que les chômeurs produisent de la valeur pour le capital ? Ce serait difficile à expliquer dans une file d'attente de l'ANPE. Suggèrent-ils que tout acte de vie valorise le capital ? Notre respiration, nos émotions, nos amours, méditations, réflexions créatrices de valeur ?<sup>50</sup> On retrouve la confusion entre création de valeur et conditions de celle-ci dénoncée par Keynes ou bien, dans les termes de Marx, la mauvaise appréhension de la relation entre forces productives et rapports sociaux à l'intérieur desquels elles agissent. Là réside sans doute une nouvelle forme de fétichisme.

## 2.2. La fétichisation du savoir

La part grandissante prise par l'accumulation de connaissances dans la constitution et la mise en œuvre des forces productives et notamment dans la formation et l'emploi de la force de travail est un fait indéniable. Mais doit-on en tirer la conclusion qu'un détachement se produit entre l'ensemble des connaissances et l'être humain qui les reçoit, les porte, les enrichit et, ce faisant, « s'enrichit » lui-même ? C'est dans cette voie que nous entraînent les penseurs du cognitivisme : « A moins de n'être qu'une métaphore, l'expression "économie de la connaissance" signifie des bouleversements fondamentaux du système économique. Elle indique que la connaissance est devenue la principale force productive. Que, par conséquent, les produits de l'activité sociale ne sont plus, principalement, du travail cristallisé mais de la connaissance cristallisée. Que la valeur d'échange des marchandises, matérielles ou non, n'est plus déterminée en dernière instance par la quantité de travail social général qu'elles contiennent mais, principalement, par leur contenu de connaissances, d'informations, d'intelligence générales. C'est cette dernière et non plus le travail social abstrait, mesurable selon un unique étalon, qui devient la principale substance commune à toutes les marchandises. C'est elle qui devient la principale source de valeur et de profit, et donc, selon

---

<sup>48</sup> . A lire attentivement, deux options se dessinent. Pour les uns (A. Gorz, A. Corsani et Y. Moulier Boutang sans doute), la loi de la valeur disparaît. Pour les autres (M. Hardt et A. Negri), il ne s'agit que d'un problème de mesure : la valeur est partout mais n'est plus mesurable. D'où la divergence sur l'état du capitalisme (crise pour A. Gorz, dynamique pour M. Hardt et A. Negri).

<sup>49</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 204].

<sup>50</sup> . On peut comprendre alors que beaucoup de théoriciens du capitalisme cognitif soient en même temps des partisans d'un revenu d'existence (à la place du plein emploi) qu'ils justifient par ces « nouvelles sources de la valeur ». Pour une critique de cette thèse, voir J.M. Harribey [1997-a]. Si chaque individu a droit de vivre décemment grâce à un revenu garanti, quels que soient les aléas de son existence, ce n'est pas au nom de cette justification économique peu convaincante mais au nom d'une exigence de philosophie politique.

nombre d'auteurs, la principale forme du travail et du capital. »<sup>51</sup> De deux choses l'une : ou bien A. Gorz élabore une nouvelle conception du travail social abstrait qui prend en compte l'importance du savoir dans le processus productif capitaliste, et à ce moment-là il n'y a aucune objection de principe à lui opposer ; ou bien il récuse le concept de travail social abstrait pour le remplacer par le « cognitif », mais il lui faut, pour le récuser, le déformer complètement en le réduisant à du pur travail manuel, aux antipodes de la conception de Marx. Il semble bien que la deuxième option soit celle choisie par A. Gorz. Elle a pour inconvénient de fétichiser le savoir, c'est-à-dire, en le coupant de la force de travail en dehors de laquelle il ne peut en réalité exister, de le « naturaliser » en quelque sorte. Qu'est-ce qu'une marchandise qui serait de « la connaissance cristallisée » sans être du travail de haute qualification cristallisé ? Il y a là un mystère ou une contradiction que les théoriciens du cognitivisme ne lèvent pas ou ne dépassent pas et ce n'est pas un mince paradoxe de les voir affirmer, et cela à juste titre, que le travailleur « se produit » lui-même.

Les théoriciens du cognitivisme croient peut-être résoudre ce paradoxe en affirmant que le capital cherche à s'approprier les connaissances portées par les travailleurs pour se valoriser. Et A. Gorz pointe bien la difficulté inhérente à l'appropriation d'un « capital » de connaissances. Il a raison de souligner « la difficulté intrinsèque à faire fonctionner le capital intangible comme un capital, à faire fonctionner le capitalisme dit cognitif comme un capitalisme » ; et d'ajouter : « le capitalisme dit cognitif *est* la crise du capitalisme »<sup>52</sup> ou encore : « le "capitalisme cognitif" *est* la crise du capitalisme tout court »<sup>53</sup>. Autant la catégorie de « travail immatériel » nous paraît fautive, autant en revanche celle de « capital immatériel » est fondée pour désigner l'ensemble des connaissances que le système capitaliste tente de s'approprier pour valoriser le capital tout court alors que la possibilité existe pour qu'elles demeurent un bien collectif. La socialisation de la production et de la transmission de connaissances entre en contradiction ouverte avec leur appropriation privée. Cette contradiction comme manifestation de la crise contemporaine du capitalisme est susceptible de rapprocher les points de vue<sup>54</sup>, mais il n'est point besoin pour cela d'une théorisation – fautive selon nous – de la « nouvelle source de la valeur ».

Cependant, M. Hardt et A. Negri tirent une conclusion différente : « Pourtant, alors que nous écrivons ce livre et que le XX<sup>e</sup> siècle touche à sa fin, le capitalisme est miraculeusement bien portant et son accumulation plus vigoureuse que jamais. »<sup>55</sup> Or, rien n'est moins sûr. Certes, le capital a rétabli les taux de rentabilité devenus défallants à la fin des années 1960, mais par le biais d'un renforcement du taux d'exploitation de la force de travail sans qu'il soit en mesure de relancer une vague d'accumulation importante : l'évolution du taux de profit et celle du taux d'accumulation divergent nettement dans la phase du capitalisme financiarisé.<sup>56</sup>

On peut se demander si la thèse du capitalisme cognitif n'a pas une grande attirance envers celle du capital humain. L'ensemble des connaissances acquises par les travailleurs et leur état de santé sont considérés depuis Jacob Mincer [1958], Gary Becker [1964] et Theodore Schultz [1974] comme du capital humain à la formation duquel une partie de la production a été affectée. Le capital humain est alors traité comme une sorte de capital avec pour conséquences : d'une part, la productivité de chaque travailleur sera d'autant plus forte

<sup>51</sup> . A. Gorz [2003, p. 33].

<sup>52</sup> . A. Gorz [2003, p. 55].

<sup>53</sup> . A. Gorz [2003, p. 47]. Voir aussi A. Jappe, R. Kurtz [2003].

<sup>54</sup> . Dans un débat récent [C. Vercellone P. Dieuaide, J. Lojkine, M. Husson, 2003], C. Vercellone, nuance : « Nous ne disons pas que la loi de la valeur a disparu. La tension la plus importante se situe entre la crise de la loi de la valeur et la tentative du capital de l'imposer de manière forcée. ». Voir aussi du même auteur C. Vercellone [2004].

<sup>55</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 330].

<sup>56</sup> . Voir G. Duménil, D. Lévy [2000, 2003].

que le niveau de capital humain sera lui-même élevé, et, d'autre part, l'optimum social sera différent de la situation donnée par un équilibre concurrentiel puisque les décisions privées des agents sont prises dans l'ignorance des effets externes. Le modèle se présentera sous la forme d'un système comportant autant d'équations différentielles que de variables introduites, équations qui traduiront chacune l'affectation d'une part de la production à la formation de chaque type de capital.

On sait que le capital humain a été introduit dans les modèles de croissance endogène – inaugurés par Paul M. Romer [1986] et Robert Lucas [1988] – sous forme d'un argument de plus dans la fonction de production néo-classique. Quelle est la portée de ces modèles ? Premièrement, ils sont minés par une contradiction insurmontable. En effet, ils ont été élaborés pour remédier aux défauts des analyses néo-classiques traditionnelles dont Robert Solow [1956] avait été l'inspirateur, mais ils débouchent sur une recommandation normative très forte, aux antipodes des conclusions habituelles : l'Etat doit intervenir pour que le maximum d'externalités positives soient engendrées. De plus, les externalités ne peuvent exister qu'en présence de centres multiples dont les décisions ne sont pas par définition coordonnées, ou que le marché coordonne mal. Or les modèles néo-classiques raisonnent tous à partir d'un agent unique considéré comme représentatif.

Deuxièmement, en dépit de la contradiction précédente, ces modèles ont une portée idéologique immense car le travail a disparu pour laisser la place à du capital humain dont la constitution résulterait d'un calcul rationnel des individus comparant le coût d'une période d'éducation supplémentaire et la somme des revenus actualisés supplémentaires qu'ils espèrent en retirer ensuite. On laissera de côté ici le fait que la majeure partie des dépenses d'éducation ne sont pas engagées par les individus mais par la collectivité car l'essentiel est ailleurs. L'éducation est considérée comme un choix privé, dégagé de toute détermination sociale et comme un instrument, jamais comme une finalité. Si c'est un capital, il ne peut être accumulé que dans une perspective de rentabilité, comme tout capital. Si les travailleurs sont définis comme les détenteurs de cette sorte de capital instrumentalisé, ce sont des capitalistes. La théorie est ici fétichisme, au sens que Marx donnait à ce mot : les rapports sociaux sont éliminés pour ne laisser voir que des rapports entre les choses.

Troisièmement, on pourrait s'étonner de la débauche d'énergie consacrée à énoncer une évidence : l'éducation est utile à la productivité. Dans *La richesse des nations*, Smith n'avait-il déjà pas tout dit, réduisant la théorie du capital humain à une simple banalité : « Quand on a établi une machine coûteuse, on espère que la quantité extraordinaire de travail qu'elle accomplira avant d'être tout à fait hors de service remplacera le capital employé à l'établir, avec les profits ordinaires tout au moins. Un homme qui a dépensé beaucoup de temps et de travail pour se rendre propre à une profession qui demande une habileté et une expérience extraordinaires, peut être comparé à une de ces machines dispendieuses. On doit espérer que la fonction à laquelle il se prépare lui rendra, outre les salaires du simple travail, de quoi l'indemniser de tous les frais de son *éducation*, avec au moins les profits ordinaires d'un capital de la même valeur. »<sup>57</sup> Tout y est chez Smith : l'évidence incontestable<sup>58</sup> et aussi les multiples contresens, à savoir l'utilisation du terme « travail » pour désigner la rotation des machines, l'éducation réduite à un choix individuel, et le salaire vu comme un retour sur investissement.

Edouard Poulain [2001] a montré combien le concept de capital humain était mal fondé, tant dans sa version néo-classique où le salaire est en même temps reflet de la productivité et preuve de celle-ci et où le salaire est cause et effet du capital humain, que dans sa version marxiste traditionnelle où la théorie du travail complexe établit un lien entre salaire et coût de

<sup>57</sup> . A. Smith [1991, tome 1, p. 175].

<sup>58</sup> . Voir A. Mounier [2002], p. 374].

reproduction de la force de travail et puis entre salaire et production de valeur, ce qui est contradictoire avec la théorie de l'exploitation.

Alain Mounier [2002] le rejoint en réfutant le syllogisme sur lequel repose la théorie du capital humain : 1) le revenu est fonction de la productivité marginale du travail ; 2) la productivité marginale du travail est fonction du niveau d'éducation ; 3) le revenu est donc fonction de l'éducation. La première prémisse n'est pas démontrée et elle est retenue au plan micro-économique alors qu'elle est rejetée par la théorie de la croissance endogène au plan macro-économique<sup>59</sup>. La seconde prémisse est en fait une déduction de la première à partir du moment où l'on tient déjà pour acquise la conclusion qu'il s'agit justement de démontrer. Or, si cette conclusion peut être retenue parce qu'elle relate un fait d'évidence – revenu et éducation sont souvent corrélés –, rien n'autorise à établir un lien de causalité de l'éducation vers le revenu car le lien inverse mis en évidence par Pierre Bourdieu [1989] est au moins aussi pertinent puisque les catégories sociales dominantes peuvent utiliser davantage de services éducatifs et reproduire ainsi leur domination.

Nombre de travaux hétérodoxes concordent aujourd'hui pour contester toute prétention scientifique aux thèses du capital humain et de la croissance endogène. Mais Rémy Herrera [2003] montre la fascination exercée par ces modèles sur beaucoup de courants parmi lesquels figurent « keynésiens, institutionnalistes, régulationnistes, même certains "marxistes du capitalisme cognitif" »<sup>60</sup>. Cette fascination est révélatrice de la proximité paradigmatique entre la plupart de ces courants et la théorie néo-classique. Tous se révèlent incapables de penser le capital comme un rapport social, tous le réduisent à une chose ou un ensemble de choses dont on peut grossir à l'envi l'inventaire : « Le "capital" en question peut correspondre à *n'importe quel facteur sujet à accumulation* (capital-connaissance, infrastructurel, humain,...), à la condition mathématique de relier *positivement* cette chose à la productivité. »<sup>61</sup> A la « segmentation du marché du travail reposant sur la séparation artificielle d'une composante intellectuelle de la force de travail (le "capital humain" intégré au capital) du reste de la main d'œuvre »<sup>62</sup> qui est au cœur de la théorie du capital humain correspond le détachement des connaissances du travailleur qui en est le porteur au sein de la théorie du capitalisme cognitif.

### 2.3. La fétichisation du capital et de la finance

Y. Moulier Boutang donne un raccourci saisissant des « nouvelles sources de la valeur », en fait de la nouvelle figure de l'illusion de la fécondité du capital : « L'indépendance de la sphère financière a été largement analysée comme un "régime d'accumulation à dominante financière ou patrimoniale". Ainsi, la valeur émerge de la sphère de la circulation monétaire tandis que la sphère de la production industrielle et l'entreprise perdent le monopole de la création de valeur et donc du travail supposé directement productif. »<sup>63</sup> Posons la question crûment : si « la valeur émerge de la circulation monétaire », pourquoi les bulles financières finissent-elles toujours par éclater ? Nous avons suggéré ailleurs<sup>64</sup> que la financiarisation du capitalisme pouvait être analysée comme un processus généralisé de captation de la valeur à l'échelle mondiale et non comme un nouveau processus

<sup>59</sup> . Au plan macro-économique, les rendements d'échelle étant croissants, on ne peut plus épuiser le produit par la seule rémunération du travail et du capital à leur productivité marginale respective.

<sup>60</sup> . R. Herrera [2003, p.153].

<sup>61</sup> . R. Herrera [2003, p.155]. On pourrait ajouter le « capital naturel » cher aux néo-classiques : voir J.M. Harribey [1997-a, 1998, 2001-a].

<sup>62</sup> . R. Herrera, C. Vercellone [2003, p. 46].

<sup>63</sup> . Y. Moulier Boutang [2003, p. 308]. L'éclectisme de l'auteur est remarquable : pour caractériser le nouveau régime d'accumulation, il se réfère à des auteurs aux antipodes les uns des autres ; ainsi, Michel Aglietta, partisan des fonds de pension et de la régulation du « capitalisme patrimonial », voisine-t-il avec François Chesnais, critique radical du « capitalisme financier ». L'auteur exprime la même idée dans [2001-b, p. 23].

<sup>64</sup> . J.M. Harribey [2001-b].

de création de valeur. Or M. Hardt et A. Negri écrivent : « Robert Reich appelle le type de travail immatériel impliqué dans le travail informatique et de communication des "services symbolico-analytiques", tâches qui englobent des activités de "résolution-des-problèmes, identification-des-problèmes, et courtage-stratégique". Ce type de travail *revendique* la plus haute valeur, et Reich l'identifie ainsi comme la clé de la nouvelle économie mondiale. Il reconnaît toutefois que la croissance de ces emplois de manipulation créatrice symbolique, fondés sur la connaissance, implique une augmentation correspondante des travaux de manipulation symbolique de routine à faible compétence et *faible valeur*, tels que la saisie de données et le traitement de textes. »<sup>65</sup> *Revendiquer* une part de la valeur créée collectivement dans le procès de travail ne signifie pas l'avoir créée. Devoir se contenter d'une part plus faible ne signifie pas une plus faible productivité. La reconnaissance sociale de la valeur attribuée à chacun ne correspond en rien et n'a jamais correspondu à la productivité individuelle, notion typiquement puisée dans l'idéologie libérale néo-classique.<sup>66</sup> Ne se laisse-t-on pas abuser par l'idée que les secteurs de l'économie à la pointe de la technique et de la connaissance sont dits « à haute valeur ajoutée » ? Et si, plus prosaïquement, il s'agissait de secteurs « à haute valeur captée » ?

L'évolution considérable de l'activité économique vers des productions immatérielles, dans lesquelles les intrants sont eux-mêmes, pour une large part, des services, et dans lesquelles un travail de type intellectuel est surtout requis, ne change strictement rien à la nature de la relation entre l'accumulation du capital et le travail. L'augmentation considérable et inexorable de la productivité du travail est synonyme de deux autres choses qui constituent une identité logique : la diminution progressive des besoins en travail pour produire et la diminution de la valeur des marchandises produites. La diminution des besoins en travail et la montée du cours des actions à l'annonce de licenciements ne sont pas la preuve que le capital fait du profit sans travail, c'est la preuve qu'il répartit encore plus à son avantage le fruit d'un travail de plus en plus productif. La production a beau se détacher quelque peu<sup>67</sup> de la matière, l'accumulation du capital à l'échelle globale ne se détache pas, et ne peut pas se détacher, du travail. Le capitalisme cognitif n'est pas une nouvelle économie dans laquelle cette règle serait démentie. Mais les gigantesques regroupements qui se réalisent déjà entre les grands groupes industriels et financiers préparent certainement des voies nouvelles de captation de la valeur.

La circulation des capitaux est totale dans le monde. Leurs détenteurs ont ainsi toute liberté pour organiser la production aux conditions qui leur paraissent les plus avantageuses et, ensuite, pour s'approprier la valeur en fonction des rapports de forces établis. Le marché financier est devenu le lieu où s'élabore la norme de rentabilité et d'où elle est dictée, en fin de compte, au système productif. La globalisation et la libéralisation financières ont favorisé la multiplication des produits financiers permettant de réduire les risques et de mieux assurer la liquidité. Mais cette liquidité est bornée par deux contraintes. L'une tient à la nature même du marché qui met en présence des vendeurs et des acheteurs, les seconds se substituant aux premiers pour « porter » le capital productif immobilisé. L'absolue nécessité de porter celui-ci introduit la seconde contrainte : sans force de travail capable de valoriser le capital productif, la base même de l'accumulation financière se tarirait. La croyance en l'autonomie du capital est un mythe. Le mythe devient mystification lorsque la force de travail, emmagasinant savoir, savoir-faire et savoir-être, est ramenée à du capital humain. Par un renversement complet de la problématique classique où tout se réduisait à du travail, tout se ramène ici à du

<sup>65</sup> . M. Hardt, A. Negri [2000, p. 356, souligné par nous].

<sup>66</sup> . Pour un complément, voir J.M. Harribey [1997-b].

<sup>67</sup> . Quelque peu seulement car pour échanger des informations et faire de la « communication », il faut des ordinateurs, des câbles, des satellites, des fusées, de l'énergie, etc., et des bras et des cerveaux pour faire fonctionner le tout.

capital. Ainsi, le processus d'aliénation du travail est conduit jusqu'au point de déterminer les représentations de celui-ci : l'objectivation du travail vivant est partie prenante de la réification des rapports sociaux.

#### **2.4. Appropriation du savoir par le capitalisme ou crise du capitalisme ?**

Nous émettons la thèse selon laquelle la contradiction nouvelle du capitalisme est de vouloir transformer l'élément principal constituant le travail vivant – la connaissance – en capital à valoriser, c'est-à-dire en une nouvelle forme de travail mort. Deux obstacles au moins se dressent devant cette entreprise. Le premier est le caractère difficilement appropriable de la connaissance en elle-même puisqu'elle naît de l'esprit humain et elle ne peut être ôtée de celui-ci. Seul l'usage de la connaissance est aisément appropriable, et le brevet le frappe alors d'interdit ou le soumet au paiement d'une rente. Hormis le cas où son usage est restreint par un brevet, la connaissance est donc un bien public par excellence, même au sens où le définissent les économistes néo-classiques : il satisfait à la règle de non exclusion (on ne peut exclure personne de son utilisation) et il obéit à la règle de non rivalité (sa consommation par un individu n'empêche pas celle qu'en fait un autre car le coût de la fourniture du bien à une personne supplémentaire est nul).

Le deuxième obstacle à l'appropriation par le capital de la connaissance est le risque que cette appropriation fait courir à la diffusion et à l'extension des connaissances. Plus la connaissance est partagée, plus elle se transmet et grandit. Au contraire, plus elle est concentrée, plus elle risque de s'étioler. La socialisation de la production et de la transmission de connaissances entre donc en contradiction avec leur appropriation privée. Cette contradiction ouvre la crise du capitalisme contemporain qui éprouve de la difficulté à faire fonctionner le savoir comme capital, c'est-à-dire à en faire un objet de profit. Et pourtant il s'y emploie. Et pour cela il ne peut se passer de la force de travail qui « porte » le savoir. On ne peut donc dissocier celui-ci des travailleurs en qui il est emmagasiné. La chance des travailleurs dans leur combat pour un autre monde est que le savoir, c'est capital, mais a du mal à être du capital.<sup>68</sup>

L'évolution des techniques que le capitalisme suscite met celui-ci devant l'obligation de rendre à tout prix (si l'on ose dire) payant ce qui tend à être gratuit : l'échange sur internet de fichiers numériques dont le coût de production et de divulgation est quasi nul en est l'exemple le plus symptomatique. Comme l'explique Pierre-Noël Giraud, « un spectre hante le capitalisme : la gratuité »<sup>69</sup>, car, se moquant de la rationalité de l'*homo œconomicus*, les internautes ne se vendent pas entre eux leurs fichiers mais se les donnent. Nous soutenons l'idée que, s'il en fallait une preuve supplémentaire, ce comportement de don, prenant le pas sur celui vanté par la théorie néo-classique, atteste l'irréductibilité définitive de la valeur d'usage et de la valeur d'échange : la valeur d'échange tend vers zéro alors que la valeur d'usage estimée par chacun des participants à cette nouvelle « donne » est *très grande*, sans d'ailleurs qu'il soit possible d'en donner une mesure, puisque par définition elle échappe à la quantification.

Tout comme la connaissance, les biens issus des techniques modernes permettant leur numérisation deviennent tendanciellement non exclusifs et non rivaux, et donc potentiellement des biens publics. P.N. Giraud en tire deux conclusions. La première est que le mode d'exploitation privé des œuvres de création qui se situent en amont des biens numériques aboutit à une concentration effrénée des gains par le biais de rentes gigantesques, n'ayant rien à voir avec les coûts de la recherche ni, de façon plus générale, avec les coûts de production. Il s'ensuit que le financement public de la recherche et de la création se révèle

<sup>68</sup> . Voir J.M. Harribey [2004-a].

<sup>69</sup> . P.N. Giraud [2004].

plus efficace socialement que son abandon aux mains des intérêts privés. La seconde conclusion tirée par l'auteur renvoie à la thèse de Marx qui voyait dans les rapports sociaux capitalistes, et notamment dans les rapports de propriété, un obstacle au développement des forces productives. En s'arc-boutant sur la défense de la propriété intellectuelle, voire en l'étendant, le capitalisme donnerait raison à Marx. Et P.N. Giraud plaide pour que cette contrainte soit en quelque sorte desserrée, de telle sorte que le capitalisme puisse une nouvelle fois surmonter sa crise et démentir le pronostic de Marx raillé comme toujours. Mais le problème vient du fait que la contradiction à laquelle se heurte le capitalisme n'est pas banale : il s'agit ni plus ni moins du fondement même du rapport social capitaliste, à savoir le droit de propriété. Ou bien le capitalisme laisse échapper ce qui fait déjà et fera encore davantage à l'avenir le cœur des forces productives, la connaissance, et il détruit immédiatement son potentiel d'accumulation, ou bien il se l'approprie et il se condamne à terme à en voir le dépérissement. La contradiction est donc inédite et il est assez mal venu d'ironiser sur les prédictions de Marx. Nul ne sait dans quelle mesure et dans quel sens sera dépassée cette contradiction. Sans doute, l'issue dépendra-t-elle davantage des rapports de forces dans la société que de l'évolution technique proprement dite.

### 3. La valeur est un rapport social

La difficulté théorique mise en avant par les théoriciens du cognitivisme tient moins dans un problème de mesure de la valeur que dans l'imputation de la création de valeur à tel ou tel secteur, à telle ou telle catégorie de travailleurs. Elle est levée si l'on raisonne à l'échelle de la société : la valeur est créée collectivement et sa mesure en est donnée par la somme de travail globale ; ensuite, savoir comment elle se répartit en fonction des rapports de forces est une autre histoire. Mais la loi de la valeur, telle qu'on peut la formuler à travers un modèle correct de prix de production, peut parfaitement rendre compte des contradictions de la reproduction du capital et des réallocations de l'équivalent monétaire du travail vivant sur l'équivalent monétaire du travail global. Nous émettons ici la thèse selon laquelle la contradiction nouvelle du capitalisme est de vouloir transformer l'élément principal constituant le travail vivant – la connaissance – en capital à valoriser, c'est-à-dire en une nouvelle forme de travail mort.

Retenons les hypothèses suivantes correspondant à la solution de la transformation des valeurs en prix de production qui fut proposée la première fois il y a plus de vingt ans par Gérard Duménil<sup>70</sup> : le salaire est le prix social de la force de travail qui résulte d'un rapport de forces et qui est défini comme une fraction de la valeur ajoutée nette ; le salaire est d'abord monétaire et non réel, ce qui signifie que sa fixation ne dépend pas des prix de production, contrairement au salaire réel.

Connaissant 1) la matrice  $A$  des coefficients techniques comprenant à la fois le travail mort accumulé dans les moyens matériels de production et la part des connaissances humaines que le capital a réussi à s'approprier et qui est donc du capital consommé comme tel pour être valorisé, 2) le salaire monétaire de l'unité de travail  $w$  égal à une part de la valeur ajoutée nette, 3) le vecteur  $l$  des fractions de la quantité globale de travail vivant employées à produire une unité de chaque marchandise, et 4) en posant l'un des prix égal à 1, on obtient simultanément le taux de profit  $r$  et le vecteur  $p$  des prix de production :

$$p = (1 + r) w l [I - (1 + r) A]^{-1}.$$

---

<sup>70</sup> . G. Duménil [1980]. Elle fut aussi proposée à peu près au même moment par Duncan Foley [1982] et reformulée par Alain Lipietz [1983].

L'équivalent monétaire d'une unité de travail global (EMT), c'est-à-dire mort et vivant, est le rapport du prix de la production (PP) et de la quantité totale de travail global utilisé (T).

L'équivalent monétaire d'une unité de travail vivant (EMTV) – et non pas le salaire – est le rapport du prix du produit net (PPN) et de la quantité totale du travail vivant utilisé (TV).

Il n'y a aucune raison pour que ces deux équivalents coïncident sauf si le rapport du prix de la production au prix du produit net est égal au rapport de la quantité de travail global à la quantité de travail vivant ou bien est égal au rapport de la quantité de travail mort à la quantité de travail vivant. En notant en outre le prix des moyens de production PMP et le travail mort TM, leur coïncidence signifierait :

$$\begin{aligned} \text{EMT} = \text{EMTV} &\Leftrightarrow \frac{\text{PP}}{\text{T}} = \frac{\text{PPN}}{\text{TV}} \Leftrightarrow \frac{\text{PMP} + \text{PPN}}{\text{TM} + \text{TV}} = \frac{\text{PPN}}{\text{TV}} \Leftrightarrow \frac{\text{PMP} + \text{PPN}}{\text{PPN}} = \frac{\text{TM} + \text{TV}}{\text{TV}} \\ &\Leftrightarrow \frac{\text{PMP}}{\text{PPN}} + 1 = \frac{\text{TM}}{\text{TV}} + 1 \Leftrightarrow \frac{\text{PMP}}{\text{PPN}} = \frac{\text{TM}}{\text{TV}} \Leftrightarrow \frac{\text{PPN}}{\text{TV}} = \frac{\text{PMP}}{\text{TM}} = \text{EMTM}. \end{aligned}$$

Or ces égalités entre l'équivalent monétaire du travail vivant, celui du travail mort et celui du travail global correspondraient à une intensité capitaliste (ou une composition organique du capital) égale dans toutes les branches, situation à laquelle Ricardo avait cherché en vain un substitut qui fut inventé de toutes pièces par Piero Sraffa<sup>71</sup> avec la marchandise-étalon.

Le rapport EMTV/EMT qui est dans la réalité toujours différent de 1 mesure le coefficient de réallocation de l'équivalent monétaire du travail vivant sur l'équivalent monétaire du travail global. Lorsque ce coefficient est supérieur à 1, la valeur ajoutée nette enregistrée ou récupérée (et non pas créée) dans une branche est supérieure à l'équivalent monétaire du travail global qui lui est incorporé ou, ce qui est identique, l'équivalent-travail global incorporé dans cette valeur ajoutée nette est inférieur à l'équivalent-travail vivant de la valeur ajoutée nette. Une fraction de la valeur ajoutée nette semble issue d'autre chose que du travail vivant : le profit miraculeux ne viendrait pas de l'exploitation et la théorie de Marx serait donc fautive. Cette illusion est le propre de l'abstraction du travail qui n'est que l'expression de la loi de la valeur dont Marx eut la remarquable intuition même s'il ne la formula pas correctement.<sup>72</sup> La théorie de la valeur, dite théorie de la valeur-travail, est une théorie des rapports sociaux. On peut même dire que la valeur est un rapport social.<sup>73</sup>

L'importance grandissante du savoir humain dans le processus productif peut très bien s'intégrer dans la théorie marxienne de la valeur, à condition de concevoir celle-ci comme une théorie macro-sociale. Il suffit pour cela de distinguer le processus social de création de la valeur et celui d'appropriation ou de captation opéré à l'échelle capitaliste individuelle.

On sait depuis Ricardo et Marx que les prix ne reflètent pas les contenus de travail concret incorporé. On sait aussi, parce que cela fut ensuite démontré, que Marx avait raison d'affirmer qu'à l'échelle globale il n'y avait point de valeur qui ne provienne de la force de travail et de profit qui ne résulte de l'exploitation de cette force. La loi de la valeur est un processus social de réallocation du travail vivant à travers les prix. On en trouvera un essai de formalisation dans le tableau ci-après.

<sup>71</sup> . P. Sraffa [1970].

<sup>72</sup> . Pour un complément voir J.M. Harribey [2001-c].

<sup>73</sup> . On trouvera dans J.M. Harribey [2004-b] une application numérique de la réallocation du travail vivant sur le travail global, reproduite en annexe.

**Réallocation de l'équivalent monétaire du travail vivant  
sur l'équivalent monétaire du travail global**

	Equivalent monétaire du travail vivant	Equivalent travail vivant	Equivalent monétaire du travail global	Equivalent travail global
	EMTV (en unités monétaires)	ETV (en unités de travail)	EMT (en unités monétaires)	ET (en unités de travail)
Production	11 = 13 Prix du produit brut  PPB	12 = 14 Quantité globale de travail  T	13 = 11 Prix du produit brut  PPB	14 = 12 Quantité globale de travail  T
Valeur Ajoutée Nette (récupérée)	21 Prix du produit net EM d'1 u. TV  PPN	22 Quantité de travail vivant  1	23 = 11/12 = 13/14 EM d'1 u. T  $\frac{PPB}{T}$	24 = 21/23 Coefficient de réallocation  $\frac{EM\ d'\ 1\ u.\ TV}{EM\ d'\ 1\ u.\ T}$ = $\frac{PPN \cdot T}{PPB}$
Salaires  ( <i>m</i> = taux de plus- value)	31 = 21/1+m  $\frac{1}{1+m}$ PPN	32 = 31/21  $\frac{1}{1+m}$	33 = 31/24  $\frac{1}{1+m} \frac{PPB}{T}$	34 = 32.24  $\frac{1}{1+m} \frac{PPN \cdot T}{PPB}$
Profits	41 = 21-31  $\frac{m}{1+m}$ PPN	42 = 22-32  $\frac{m}{1+m}$	43 = 41/24 = 23-33 = 42.11/12  $\frac{m}{1+m} \frac{PPB}{T}$	44 = 42.24  $\frac{m}{1+m} \frac{PPN \cdot T}{PPB}$
Moyens de production	51 = 11-21  PPB - PPN	52 = 12-22  T - 1	53 = 13-23  PPB - $\frac{PPB}{T}$	54 = 14-24 = 12.51/11  $\frac{T (PPB - PPN)}{PPB}$

Lecture du tableau

- 1) On fait abstraction pour l'instant des titres des colonnes.
- 2) On lit la 1<sup>ère</sup> colonne (cases 11 à 51) comme la décomposition de la production en unités monétaires.
- 3) La VAN étant créée par le travail vivant, i.e. ici 1 unité de TV, on pose l'ETV de la VAN = 1 (case 22).
- 4) Salaires et profits sont alors les fractions de cette unité de travail vivant. L'ETV des moyens de production s'obtient par différence avec la quantité globale de travail qui est connue.
- 5) On nomme les deux premières colonnes EMTV (de la production, de la VAN, etc.) et ETV (de la production, de la VAN, etc.). Les deux dernières colonnes sont de la même façon l'EMT et l'ET (de la production, de la VAN, etc.).
- 6) Une unité de travail vivant équivaut à PPN alors qu'une unité de travail global équivaut à PPB/T. Le coefficient de réallocation est donc de PPN . T / PPB (case 24).

La réification des rapports sociaux est une pièce essentielle du processus de leur reproduction permettant l'accumulation financière. La financiarisation de l'économie s'inscrit dans la dynamique conduisant à la marchandisation du monde. Bien que le détachement de l'accumulation vis-à-vis de la production de valeur soit une fiction, celle-ci est nourrie d'une part par toute modification de la répartition de la valeur créée dans un sens favorable au capital, c'est-à-dire par une élévation du taux d'exploitation de la force de travail, et d'autre part par l'existence d'un prêteur en dernier ressort, d'autant plus efficace qu'il contrôle tout dérapage inflationniste et qu'il dirige l'essentiel de la création monétaire vers l'activité proprement financière. Le capitalisme appelé cognitif ne constitue pas de ce point de vue une remise en cause des rapports d'exploitation capitalistes, au contraire, et, par conséquent il ne remet pas en cause la loi de la valeur fondée sur le travail qui, précisément, exprime ces rapports sociaux. Si l'on n'y prend pas garde, loin de conduire à une nouvelle société, le cognitivisme pourrait bien être une impasse théorique et politique.

Aussi, le double défi théorique à relever consiste, d'une part, à délimiter et restreindre le champ de la production de valeur pour le capital à celui au sein duquel est mise en œuvre de la force de travail soumise au capital, et, simultanément d'autre part, à retrouver une conception élargie de la production de richesse sociale, intégrant cette fois l'ensemble des forces de travail créant des valeurs d'usage.

## Annexe

### Application numérique

Soient deux branches capitalistes produisant chacune l'un des deux biens :

a : bien matériel

b : connaissance

et se répartissant la quantité totale de travail vivant T.

Le système productif est décrit par le système :

$$1/4 a + 1/6 b + 3/4 T \rightarrow 1 a$$

$$1/2 a + 1/3 b + 1/4 T \rightarrow 1 b$$

$$A = \begin{bmatrix} 1/4 & 1/2 \\ 1/6 & 1/3 \end{bmatrix} \quad l = [ 3/4 \quad 1/4 ]$$

$$p = (1+r) w l [I - (1+r) A]^{-1}$$

$$[I - (1+r)A] = \begin{bmatrix} \frac{3-r}{4} & -\frac{1+r}{2} \\ -\frac{1+r}{6} & \frac{2-r}{3} \end{bmatrix}$$

$$[I - (1+r)A]^{\text{transposée}} = \begin{bmatrix} \frac{3-r}{4} & -\frac{1+r}{6} \\ -\frac{1+r}{2} & \frac{2-r}{3} \end{bmatrix}$$

$$[I - (1+r)A]^{\text{adjointe}} = \begin{bmatrix} \frac{2-r}{3} & \frac{1+r}{2} \\ \frac{1+r}{6} & \frac{3-r}{4} \end{bmatrix}$$

$$\text{dét} [I - (1+r)A] = \frac{5-7r}{12}$$

$$[I - (1+r)A]^{-1} = \frac{12}{5-7r} \begin{bmatrix} \frac{2-r}{3} & \frac{1+r}{2} \\ \frac{1+r}{6} & \frac{3-r}{4} \end{bmatrix}$$

Si  $p_a = 1$  (c'est-à-dire une unité monétaire),

et si le taux de salaire de l'unité de travail vivant est  $w = 0,57$  (ou  $49/86$ ) unité monétaire, c'est-à-dire qu'il équivaut à 57% de la valeur d'une unité du bien a,

$$1 = (1+r) \frac{49}{86} \left[ \frac{3}{4} \quad \frac{1}{4} \right] \frac{12}{5-7r} \begin{bmatrix} \frac{2-r}{3} \\ \frac{1+r}{6} \end{bmatrix}$$

d'où  $r = 1/7$  et  $p_b = 51/43$

**Autre méthode : par la résolution du système d'équations linéaires :**

$$(1/4 p_a + 1/6 p_b + 3/4 w) (1+r) = p_a \quad (1)$$

$$(1/2 p_a + 1/3 p_b + 1/4 w) (1+r) = p_b \quad (2)$$

$$(1) : p_b = \left( \frac{6}{1+r} - \frac{3}{2} \right) p_a - \frac{9}{2} w$$

$$\text{Si } p_a = 1 \text{ et } w = 49/86 = 0,57, \quad p_b = \frac{6}{1+r} - \frac{3}{2} - \frac{9}{2} w = \frac{6}{1+r} - \frac{699}{172}$$

$$(2) : r = 1/7 \text{ et } p_b = 51/43$$

Quels sont les contenus en travail de chaque bien ?

$$v = vA + l = l[I - A]^{-1}$$

$$I - A = \begin{bmatrix} 3/4 & -1/2 \\ -1/6 & 2/3 \end{bmatrix}$$

$$[I - A]^{\text{transposée}} = \begin{bmatrix} 3/4 & -1/6 \\ -1/2 & 2/3 \end{bmatrix}$$

$$[I - A]^{\text{adjointe}} = \begin{bmatrix} 2/3 & 1/2 \\ 1/6 & 3/4 \end{bmatrix}$$

$$\text{dét}(I - A) = 5/12$$

$$[I - A]^{-1} = \begin{bmatrix} 8/5 & 6/5 \\ 2/5 & 9/5 \end{bmatrix}$$

$$v = (3/4 \quad 1/4) \begin{bmatrix} 8/5 & 6/5 \\ 2/5 & 9/5 \end{bmatrix} = (26/20 \quad 27/20)$$

Le bien b incorpore 1/20 (soit 5%) de plus de travail que le bien a. Pourtant la branche b obtient un prix supérieur de 8/43 (soit 18,6%) à celui obtenu par la branche a.

### Décomposition du prix de production

Produits	Capital constant	Capital variable	Profits	Valeur ajoutée nette	Production en prix de production
Bien a	0,448	0,427	0,125	0,552	1
Bien b	0,895	0,143	0,148	0,291	1,186
<b>Total</b>	<b>1,343</b>	<b>0,570</b>	<b>0,273</b>	<b>0,843</b>	<b>2,186</b>

### La réallocation de l'équivalent monétaire du travail vivant sur l'équivalent monétaire du travail global

	Equivalent Monétaire du Travail Vivant EMTV (en unités monétaires)	Equivalent-Travail Vivant (en unités de travail)	Equivalent Monétaire du Travail global EMT (en unités monétaires)	Equivalent-Travail global (en unités de travail)
<b>Production</b>	<b>94/43 = 2,186</b>	<b>53/20 = 2,650</b>	<b>94/43 = 2,186</b>	<b>53/20 = 2,650</b>
<b>VAN</b>	<b>0,843</b>	<b>1</b>	<b>0,825</b>	<b>1,022</b>
<b>dont Salaires</b>	<b>49/86 = 0,570</b>	<b>0,676</b>	<b>0,558</b>	<b>0,691</b>
<b>Profits</b>	<b>0,273</b>	<b>0,324</b>	<b>0,267</b>	<b>0,331</b>
<b>Moy. de prod.</b>	<b>1,343</b>	<b>33/20 = 1,650</b>	<b>1,361</b>	<b>1,628</b>

Le coefficient de réallocation du travail vivant sur le travail global est de 1,022.

Le taux de plus-value est de 0,479

La composition organique du capital  $q$  = somme des compositions par branches pondérées par la part de la masse salariale dans la VAN de chaque branche :

$$q = \frac{0,448}{0,427} \frac{0,427}{0,570} + \frac{0,895}{0,143} \frac{0,143}{0,570} = 2,356$$

Et on retrouve bien le taux de profit :

$$r = \frac{m}{1+q} = \frac{0,479}{1+2,356} = 0,1427 = 1/7$$

## Bibliographie

- AZAÏS C., CORSANI A., DIEUAIDE P. (sous la dir. de) [2000], *Vers un capitalisme cognitif*, Paris, L'Harmattan.
- BECKER G.S. [1964], *Human Capital : A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education*, New York, Columbia University Press.
- BENSAÏD D. [2003], *Un monde à changer, Mouvements et stratégies*, Paris, Ed. Textuel.
- BIDET J. [1999], *Théorie générale*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation.
- BOURDIEU P. [1989], *La noblesse d'Etat, Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Ed. de Minuit.
- CORSANI A., « Le capitalisme cognitif : les impasses de l'économie politique », in VERCELLONE C. (sous la dir. de) [2003], *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, p. 55-75.
- DIEUAIDE P. [2001], « Quand le capitalisme dit adieu à la valeur-travail », in DELAUNAY J.C. (sous la dir. de), *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 17-40.  
 [2003], « Diffusion des NTIC, changement organisationnel et essor des marchés boursiers », in VERCELLONE C. (sous la dir. de) [2003], *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, p. 223-245.
- DUMENIL G. [1980], *De la valeur aux prix de production, Une réinterprétation de la transformation*, Paris, Economica.
- DUMENIL G., LEVY D. [2000], *Crise et sortie de crise, Ordre et désordres néolibéraux*, Paris, PUF, Actuel Marx Confrontation.  
 [2003], *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte.
- FOLEY D. [1982], « Value of money, the value of labor power and the marxian transformation problem », *Review of Radical Political Economics*, XIV, p. 37-47.
- GIRAUD P.N. [2004], « Un spectre hante le capitalisme : la gratuité », *Le Monde*, 6 mai.
- GORZ A. [1997], *Misères du présent, Richesse du possible*, Paris, Galilée.  
 [2003], *L'immatériel, Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée.
- HARDT M., NEGRI A. [2000], *Empire*, Paris, Exils Ed.
- HARRIBEY J.M. [1997-a], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.  
 [1997-b], « Éléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique : Théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », Colloque de l'Université Paris-X, CAESAR-FORUM, URA-CNRS 1700, Actuel Marx, ERS-CNRS 196, « Marx aujourd'hui : fondements et critique de l'économie politique », Journées d'études des 27 et 28 novembre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/egalite.pdf>.  
 [1998], *Le développement soutenable*, Paris, Economica.  
 [2001-a], « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in BIDET J., KOUVELAKIS E. (sous la dir. de), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, p. 183-200.  
 [2001-b], « La financiarisation du capitalisme et la captation de valeur », in DELAUNAY J.C. (sous la dir. de), *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 67-111.

[2001-c], « Valeur, prix de (re)production et développement économique », Document de travail n° 58, Centre d'économie du développement de l'Université Bordeaux IV, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/valeur-developpement.pdf>.

[2003], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », Séminaire MATISSE-Hétérodoxies de l'Université Paris I-Sorbonne, 24 octobre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/matisse.pdf>.

[2004-a], « Le savoir, c'est capital », *Politis*, n° 784, 15 janvier.

[2004-b], « La loi de la valeur reste une théorie des transformations et des contradictions du capitalisme contemporain », Séminaire de l'ART-François Perroux « Transformations du capitalisme contemporain et théorie de la Valeur-travail », Paris, 3 mars, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/loi-valeur.pdf>

HERRERA R. [2003], « L'Etat contre le service public ? La face cachée de la croissance endogène », *Actuel Marx*, « Violence de la marchandisation », n° 34, second semestre, p. 147-160.

HERRERA R., VERCELLONE C. [2003], « Transformations de la division du travail et *general intellect* », in VERCELLONE C. (sous la dir. de) [2003], *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, p. 23-54.

HUSSON M. [2003], « Sommes-nous entrés dans le "capitalisme cognitif" ? », à paraître dans *Critique communiste*, n° 169-170, été-automne, <http://hussonet/free.fr/cogniti.pdf>.

JAPPE A., KURZ R. [2003], *Les habits neufs de l'Empire, Remarques sur Negri, Hardt et Ruffin*, Ed. Lignes & Manifestes, Ed. Léo Scheer.

KEYNES J.M. [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot.

LEREDDE D. [1997], « Les dialectiques normatives dans l'analyse du capitalisme de Marx », *Economies et Sociétés, Œconomia*, Série « Histoire de la pensée économique, P.E. n° 25, 1, p. 147-160.

LIPIETZ A. [1983], *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte/Maspéro.

LUCAS R. [1988], « On the Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics*, n° 22, p. 3-42.

MARX K. [1965], *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I.

[1968], *Le Capital, Livre III*, 1894, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome II.

[1980], *Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse*, Paris, Ed. sociales, tomes I et II.

MINCER J. [1958], « Investment in Human Capital and Personal Income Distribution », *Journal of Political Economy*, vol. 66, p. 281-302.

MOULIER BOUTANG Y. [2001-a], « Richesse, propriété, liberté et revenu dans le capitalisme cognitif », *Multitudes*, n° 5, mai.

[2001-b], « L'inconditionnalité du revenu comme mutation décisive du salariat dans le troisième capitalisme émergent », *Ecorev', Revue critique d'écologie politique*, n° 7, décembre, p. 23-27.

[2003], « Capitalisme cognitif et nouvelles formes de codification du rapport salarial », in Vercellone C. (sous la dir. de) [2003], *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, p. 305-320.

MOUNIER A. [2002], « Capital humain et croissance. Développement des connaissances ou appauvrissement de la pensée ? », in Dockès P. [2002], *Ordre et désordres dans l'économie-monde*, Paris, PUF, p. 359-387.

PASSET R. [2003], « De justice commutative en justice redistributive : le revenu de citoyenneté », in VERCELLONE C. (sous la dir. de) [2003], *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, p. 321-328.

POULAIN E. [2001], « Le capital humain, d'une conception substantielle à un modèle représentationnel », *Revue économique*, vol. 52, n° 1, janvier, p. 91-116.

RICARDO D. [1992], *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris, GF-Flammarion.

RIFKIN J. [2000], *L'âge de l'accès*, Paris, La Découverte.

ROMER P.M. [1986], « Increasing Returns and Long Run Growth », *Journal of Political Economy*, vol. 94, p. 1002-1037.

SCHULTZ T. [1961], « Investment in Human Capital », *American Economic Review*, vol. 51, p. 1-17.

SOLOW R. [1956], « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, p. 65-94.

SRAFFA P. [1970], *Production de marchandises par des marchandises, Prélude à une critique de la théorie économique*, 1960, Paris, Dunod.

VERCELLONE C. [2003] (sous la dir. de), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute.

[2003], « Mutations du concept de travail productif et nouvelles formes de répartition », in VERCELLONE C. (sous la dir. de) [2003], *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, Paris, La Dispute, p. 249-272.

[2004], « Le sens et les enjeux de la transition vers le capitalisme cognitif : une mise en perspective historique », Colloque LAME-Université Reims-Champagne-Ardenne, « Les transformations du capitalisme contemporain : faits et théories, Etat des lieux et perspectives », 31 mars, 1<sup>er</sup> et 2 avril.

VERCELLONE C., DIEUAIDE P., LOJKINE J., HUSSON M. [2003], « Table-ronde sur le capitalisme cognitif », *Regards*, n° 89, avril.